ALLOCUTION FO CMA National **Conférence sociale du 03 octobre 2024**

Mesdames et Messieurs les Présidents,
M. le Directeur général,
Mme la Directrice générale adjointe,
Mesdames et Messieurs les Secrétaires généraux,

Chères et chers collègues,

Organisation libre, indépendante, déterminée et contre toute emprise politique et patronale, **FO** est représentative dans le réseau des Chambres de métiers et de l'artisanat depuis plusieurs décennies. Elle représente une branche à part entière au sein de la Section fédérale des services de la FEC **FO** qui a en charge plus de 20 conventions collectives (BETIC (Syntec), notamment celle des Organismes de formation et de l'intérim.

Les agents des CMA, qu'ils soient employés, cadres ou enseignants en CFA, sont considérés comme des agents de droit public lorsqu'un jour de carence maladie a été instauré, mais sans pour autant que leur soit reconnue cette qualité pour bénéficier de tous les avantages de la fonction publique (exemple : absence de passerelles vers les trois fonctions publiques).

Les agents CMA relèvent donc d'un statut qui varie en fonction du bon vouloir de la tutelle étatique ; les soumettant tantôt à des règles du droit privé, tantôt à des règles de droit public.

Sans une vigilance juridique accrue, une maîtrise des dispositions statutaires auxquelles les agents sont soumis et des revendications appropriées, le réseau CMA deviendra de moins en moins attractif, perdra en compétences et ce, au détriment d'un service public, dont ils ont pourtant la charge, et des enjeux d'une formation professionnelle de qualité que l'histoire leur avait, jusqu'à présent dans le cadre de l'apprentissage, prioritairement confiée. La multiplication des certifications professionnelles, constatée au cours des dernières années, est d'ores et déjà utilisée comme prétexte pour transformer les enseignants en des simples formateurs dont le temps de travail et les niveaux de rémunérations seront réduits en conséquence.

Afin de faire obstacle à la régression des acquis sociaux des agents, **FO** veille au maximum dans les instances paritaires et dans le cadre du dialogue social en bilatérale avec les différentes Directions, celles de CMA France ainsi que les tutelles régionales et nationales et dans l'unique objectif de les préserver.

En ce qui concerne notre branche, nous travaillons au quotidien avec des docteurs en droit ; soutien indispensable au regard d'un Statut du personnel hybride code du travail et droit public. C'est de cette façon que nous pouvons répondre dans un délai de moins de 24 heures aux sollicitations des agents du réseau des CMA.

FO CMA est devenue la deuxième organisation syndicale depuis 2022 et de ce fait, a voix décisionnaire dans les instances paritaires nationales. Un résultat qui récompense le travail réalisé par les équipes de notre Organisation, présentes partout en France et qui œuvrent quotidiennement pour porter des revendications visant l'obtention d'une meilleure reconnaissance du travail fourni par les agents des CMA. Un résultat qui s'exprime aujourd'hui par la participation nombreuse en présentiel et en visio de Représentants de notre Organisation.

Dès le début de son mandat en 2022, **FO CMA** a seule obtenu le dégel de la valeur du point, inchangée depuis 2010 et ce, par une action de mobilisation le 15 septembre 2022 devant CMA France, les sièges de chaque Chambre de métiers et de l'artisanat de région et dans les CMAR outre-mer. En organisant cette mobilisation **FO CMA** a pu être reçue par le Directeur général de CMA France à travers d'échanges constructifs dont le résultat figure à l'ordre du jour de la Commission paritaire nationale du 27/09/2022 ; à savoir : la revalorisation du point d'indice, afin de répondre aux attentes fortes et légitimes des agents des CMA.

Dans la foulée, **FO CMA** obtenait qu'une CPN 52 du 24/10/2022 se réunisse rapidement et au terme de laquelle 3,64 % de revalorisation du point d'indice ont été votés à l'unanimité par le Collège employeur et celui des salariés.

Afin de répondre aux attentes fortes et légitimes des agents des CMA et dans le cadre thèmes urgents liés à l'alignement des rémunérations au marché du travail indispensables à la transformation du réseau – **CAP 2027**, **FO CMA** propose pour la prochaine CPN 56 du 10/10/2024 :

- Une augmentation de la valeur du point à hauteur de 3,2 %,
- une proposition de révision de l'ensemble des grilles indiciaires compte tenu d'un tassement très important vers le bas,
- Ou une révision de la grille indiciaire de la catégorie cadre niveau I puisque **FO CMA** a obtenu en 2023 une révision des plus basses grilles indiciaires en faisant constater qu'il y avait une rupture d'égalité de traitement avec les autres grilles indiciaires.

Pour rappel, le rapport HUNT de **2020** sur la politique de rémunération des agents révèle un pourcentage **de – 15 %** sur le salaire fixe hors parts variables pour la catégorie « Cadres hors professeurs » et pour la catégorie « cadres tous statuts confondus avec les professeurs » **de – 20 % par rapport au marché général**.

Pour **FO CMA**, alors même que les thématiques des Groupes de travail prévues ce jour ne visent à aucun moment les rémunérations, ce sont des revendications prioritaires et urgentes à traiter lors des prochaines Commissions Paritaires Nationales dans le cadre de la transformation du réseau **CAP 2027**.

Nous tenons pourtant à rappeler que le baromètre social sur la reconnaissance professionnelle a mis en évidence que les agents souhaitent une part variable en sus d'une rémunération fixe équivalente avec le marché général et l'inflation galopante. Des dispositions statutaires comme des indemnités de mission, des primes de résultat, primes conditionnées à l'atteinte d'objectifs chiffrés ont d'ailleurs été instaurées. Elles font suite à la restitution des résultats du questionnaire de septembre 2022 du baromètre social sur la reconnaissance professionnelle.

Pour **FO CMA**, il apparaît plus que jamais important que ces indicateurs soient portés à notre connaissance afin de vérifier que le réseau ait bien adopté ces pratiques statutaires et pouvoir en mesurer l'impact dans chaque région. Cela permettra également d'avoir une plus large lisibilité sur les pratiques statutaires en matière de rémunération dans son ensemble. L'Observatoire National des Emplois de décembre 2024 fournira, on l'espère, ces informations dans le bilan social rénové 2023.

Le plan *Cap 2027* implique des évolutions qui nécessitent de nouvelles compétences. Or, nous constatons des difficultés croissantes en matière de recrutement, particulièrement dans un contexte où les salaires restent trop bas par rapport aux exigences de plus en plus élevées du marché. Cela nuit non seulement à l'attractivité du réseau, mais également à notre capacité à maintenir un service de qualité pour nos usagers (ou devons-nous peut-être parler désormais que de clients ?).

Nos collègues sont de plus en plus nombreux à s'inquiéter de l'absence de perspectives claires pour leur avenir au sein de leur Chambre. Sans un engagement fort en matière de formation et d'évolution des carrières, nous risquons de perdre des talents précieux et de fragiliser notre réseau face aux défis à venir et notamment celui de réussir les objectifs de CAP 2027 par un « essai transformé ».

La formation ne doit pas être considérée comme une option, mais comme une nécessité stratégique pour assurer la pérennité de notre réseau.

L'Observatoire National des Emplois (ONE) gère le Fonds de Sécurisation des Parcours Professionnels (FSPP) et les Périodes de Professionnalisation (PPR). Il finance des formations dans le cadre de la mutation du réseau, le reclassement pour inaptitude, pour suppression d'emploi, reconversion, retour de congé maternité ou parental, travailleurs handicapés etc. Au dernier ONE de septembre, **il restait un solde de 1 million 500 mille euros pour seulement 2 formations acceptées en 2024**. Il apparaît plus qu'urgent que ce fonds soit utilisé à bon escient dans le cadre de la transformation ou du déploiement de CAP 2027.

Notre organisation syndicale participera en nombre et de manière active aux ateliers de cet après-midi avec des thématiques ambitieuses et sera force de propositions.

De manière inéluctable, toutes ces transformations restrictives vont réclamer d'importants efforts d'adaptation du personnel et engendrer du stress intense, de la souffrance au travail, des risques psychosociaux. Aussi, **FO CMA** exige une modernisation des techniques de travail avant d'alourdir encore plus les agents de tâches administratives que ce soit pour les administratifs que pour les professeurs et rallonger leur temps de travail inutilement.

Notre Organisation réclame qu'un dialogue social constructif de qualité soit mis en place au plus tôt, avec un même niveau de communication, avec participation collective des agents à tous les niveaux répondant avec exactitude aux interrogations posées par les représentants du personnel afin d'avancer au même rythme. Notre priorité est aussi d'avoir plus de lisibilité dans les pratiques statutaires dans le réseau avec égalité de traitement au sein des régions. Ce qui actuellement est loin d'être le cas.

Notre Organisation est favorable à la négociation d'un accord de Gestion des Emplois et Parcours Professionnels (Ex. GPEC) et un accord QVCT (Qualité de Vie et Conditions de Travail) sous réserve que des règles de négociation collective soient rapidement inscrites dans le Statut du personnel et ce, afin de limiter des contentieux.

Si notre Organisation est parfaitement consciente que le réseau, confronté aux difficultés liées au coût contrat, à la baisse de la Taxe pour frais de CMA et à la concurrence, doit se transformer. Elle souhaite que celui-ci garde son ADN ; à savoir : l'accompagnement des entreprises, des demandeurs d'emploi, salariés, l'apprentissage, la formation et le développement économique avec un parcours client bien défini, c'est ce qui fait le Tout en Un dans une CMA à chaque étape de la vie professionnelle, tout client doit trouver tous ce dont il a besoin.

Cet ADN doit toujours être fondé sur le partage des savoir-faire, l'accompagnement et la défense des intérêts des artisans tout en préservant celui des agents : **L'ADN DE FO CMA.**